

Le secteur informel et ses effets sur les conditions socio-économiques des ménages dans la Ville Goma

BITEGETSIMANA RUGENGA*

Résumé

La population de Goma, confrontée à un accès limité aux services financiers formels, recourt massivement au secteur financier informel malgré son absence de régulation et les risques associés. Face à cette situation, la présente étude s'est fixée pour objectif d'identifier les facteurs explicatifs de l'utilisation de ce système et d'analyser son influence sur les conditions socio-économiques des membres, en mettant l'accent sur l'appartenance aux structures, l'épargne et l'accès au crédit. Pour atteindre ces objectifs, une analyse économétrique a été réalisée à partir des données collectées sur terrain auprès des adhérents des organisations financières informelles. Cette approche a permis d'établir les relations entre les variables explicatives et le niveau de conditions de vie des individus. Les résultats montrent que l'âge, l'appartenance à une organisation, la capacité d'épargne, le niveau d'investissement ainsi que le ratio crédit-épargne influencent positivement les conditions de vie des membres. L'accès au crédit informel se révèle particulièrement déterminant, en facilitant le financement des activités génératrices de revenus et en améliorant la résilience économique des ménages. Au regard de ces résultats, il apparaît nécessaire de mettre en œuvre des politiques visant à mieux encadrer ce secteur, à renforcer l'éducation financière et à favoriser l'intégration progressive des acteurs informels dans le système financier formel, afin d'accroître leur sécurité et leur impact sur le bien-être des populations.

Mots-clés : *Secteur informel, Inclusion financière, Épargne, Crédit, Conditions de vie.*

Abstract

* Enseignant à l'**Institut Supérieur Pédagogique – ISP – de Nyiragongo** et Doctorant en Sciences de Gestion à l'**Université du Burundi**, spécialisé en Management des Projets. Titulaire d'un Diplôme de graduat en Sciences Economiques, d'une Licence en Economie de Développement et d'un Master en Gestion de Projets, E-mail : emma.foidpc@gmail.com, Tél : +243995877706 ; +243844379714.

Populations in Goma, facing limited access to formal financial services, rely heavily on the informal financial sector despite its lack of regulation and the risks involved. In this context, the present study aims to identify the key factors explaining the use of this system and to analyze its effects on the socio-economic conditions of its members, with particular emphasis on membership in informal structures, savings practices, and access to credit. To achieve these objectives, an econometric analysis was conducted using data collected in the field from members of informal financial organizations. This approach made it possible to establish the relationships between explanatory variables and the level of individual well-being. The results indicate that age, membership in an organization, savings capacity, investment level, and the credit-to-savings ratio positively influence members' living conditions. Access to informal credit appears particularly decisive, as it facilitates the financing of income-generating activities and enhances household economic resilience. Based on these findings, it is necessary to implement policies aimed at better regulating this sector, strengthening financial literacy, and promoting the gradual integration of informal actors into the formal financial system, in order to improve their security and maximize their impact on well-being.

Keywords: *Informal sector, Financial inclusion, Savings, Credit, Living conditions, Goma.*

I. Introduction

Dans de nombreux contextes urbains des pays en développement, l'accès aux services financiers formels demeure limité pour une grande partie de la population, en raison des exigences administratives, des coûts élevés et de l'insuffisance de l'offre bancaire adaptée aux réalités socio-économiques locales. Dans ce contexte, le secteur financier informel, entendu comme l'ensemble des mécanismes d'épargne, de crédit et de transfert de fonds opérant en dehors du cadre réglementaire officiel, s'impose comme une alternative fonctionnelle. Fondé sur des relations de proximité, de confiance et de réciprocité, il englobe notamment les tontines, les associations rotatives d'épargne et de crédit, les prêts interpersonnels, les mutuelles locales et d'autres formes de solidarité financière (Aryeetey, 2008). Ces dispositifs permettent de pallier les défaillances du système formel en facilitant l'accès aux ressources financières pour des populations souvent exclues.

En effet, la théorie de l'économie informelle soutient que l'essor de ces mécanismes résulte de l'incapacité du secteur formel à satisfaire efficacement les besoins financiers des ménages. Face aux contraintes institutionnelles et économiques, les individus développent des stratégies alternatives plus flexibles, caractérisées par une faible exigence de garanties et une grande accessibilité. Ainsi, le recours à la finance informelle constitue-t-il une réponse pragmatique aux imperfections du marché financier formel, tout en favorisant une certaine inclusion économique (Demirgüç-Kunt & Klapper, 2012). Toutefois, cette accessibilité s'accompagne de limites importantes, notamment en termes de sécurité des fonds, de transparence et de protection des usagers, ce qui peut engendrer des risques accrus et accentuer les inégalités économiques (Beck et al., 2007).

Par ailleurs, les études empiriques montrent que les mécanismes financiers informels jouent un rôle significatif dans l'amélioration des conditions socio-économiques des populations, en particulier à travers la mobilisation de l'épargne, l'accès au crédit et le financement des activités génératrices de revenus. Les ROSCA (*Rotating Savings and Credit Associations*, c'est-à-dire des associations d'épargne et de crédit tournant) et autres structures communautaires contribuent à renforcer l'autonomie financière des membres, notamment des femmes, des petits commerçants et des agriculteurs, tout en consolidant les liens sociaux et la résilience face aux chocs économiques (Bouman, 1995 ; Ellis, 2000 ; Kazadi et al., 2021). En outre, ces mécanismes participent à l'accumulation du capital et au développement des initiatives locales, bien qu'ils restent insuffisamment intégrés aux politiques publiques (Balkenhol, 1996).

Cependant, malgré ces avantages, le secteur financier informel présente des risques non négligeables liés notamment à l'absence de régulation, aux taux d'intérêt élevés pratiqués par certains prêteurs et à la vulnérabilité des épargnants. La gestion des risques constitue dès lors un enjeu central pour ces structures, qui recourent à des mécanismes tels que la méthode des 5C (Character (caractère de l'emprunteur), Capacity (capacité de remboursement), Capital (ressources propres), Collateral (garanties) et Conditions (contexte économique), l'évaluation qualitative et la pression sociale pour limiter les défauts de remboursement (Altman & Saunders, 1998 ; Seibel, 1996). La performance et la durabilité de ces systèmes reposent ainsi sur un équilibre entre accessibilité financière et maîtrise des risques.

En République Démocratique du Congo, et particulièrement dans la province du Nord-Kivu, la situation économique et sécuritaire renforce la dépendance des ménages vis-à-vis du secteur financier informel. La ville de Goma, marquée par des conflits armés récurrents, une instabilité économique et une faible bancarisation, constitue un terrain propice à l'expansion de ces pratiques. L'éloignement des institutions bancaires, la pauvreté, le manque de documents administratifs et la méfiance envers les institutions formelles expliquent en grande partie cette dynamique. Dès lors, la finance informelle apparaît comme un levier essentiel de survie économique pour de nombreux ménages, bien qu'elle expose ces derniers à des risques financiers importants.

Ainsi, au regard de ces constats, plusieurs interrogations se dégagent : quel est l'effet de la participation au secteur financier informel sur les conditions socio-économiques des ménages à Goma ? Dans quelle mesure le niveau d'épargne au sein de ces structures influence-t-il le bien-être des membres ? L'accès au crédit informel contribue-t-il réellement à une amélioration durable des conditions de vie ? Quelles sont, enfin, les limites et les risques associés à ces mécanismes dans un contexte de faible régulation ? Au regard de ce qui précède, la présente étude se propose d'évaluer l'impact du secteur financier informel sur les conditions socio-économiques des ménages dans la ville de Goma. De manière spécifique, il sera question :

- d'analyser l'influence de l'appartenance au secteur financier informel sur les conditions de vie des ménages ;
- d'évaluer l'effet du niveau d'épargne sur le bien-être socio-économique des membres ;
- d'examiner l'impact de l'accès au crédit informel sur l'amélioration des conditions socio-économiques ;
- d'identifier les risques et limites liés au fonctionnement du secteur financier informel.

Partant de ces objectifs, l'étude s'articule autour de l'hypothèse selon laquelle le secteur financier informel exerce un effet significatif sur les conditions de vie des ménages à Goma, à travers l'accès à l'épargne et au crédit, bien que cet effet puisse être atténué par les risques inhérents à l'absence de régulation et à la fragilité institutionnelle.

II. Méthodologie

La présente étude vise à analyser les effets du secteur financier informel sur l'amélioration des conditions de vie des membres dans la ville de Goma. Elle s'inscrit dans une approche explicative selon laquelle la variation d'une ou de plusieurs variables explicatives (X_i) entraîne une variation des conditions de vie (Y). Ainsi, si une variation ΔX entraîne une variation ΔY , alors les conditions de vie peuvent-elles être considérées comme une fonction des variables explicatives, soit : $Y = f(X_i)$.

Dans ce cadre, la variable dépendante (Y) correspond aux conditions socio-économiques des membres. Elle est influencée par plusieurs variables indépendantes liées au secteur financier informel, notamment : la participation à une tontine ou association d'épargne, l'accès au crédit informel, le niveau d'épargne, la fréquence de contribution, le montant des crédits reçus, ainsi que des variables socio-économiques telles que le revenu du ménage, le niveau d'éducation, la taille du ménage, l'accès aux services sociaux (eau, électricité, santé) et l'usage des technologies de l'information et de la communication (TIC).

La collecte des données a été réalisée à travers une enquête de terrain à l'aide d'un questionnaire structuré administré aux membres. Les entretiens ont été menés principalement auprès des membres, considérés comme les mieux informés sur les réalités économiques et sociales du secteur. Les données collectées ont fait l'objet d'un contrôle de cohérence avant leur exploitation afin de garantir leur fiabilité. Les questionnaires comportaient plusieurs rubriques, notamment : l'identification de l'enquêté (âge, sexe, niveau d'instruction), les caractéristiques socio-économiques du ménage, la participation au secteur financier informel (type de structure, accès au crédit, niveau d'épargne), ainsi que les conditions de vie des membres. L'enquête proprement dite s'est déroulée sur une période d'un mois. La population-cible spécifique se limite aux individus effectivement engagés dans des activités économiques et participant aux mécanismes financiers informels.

Les critères d'inclusion comprenaient : être membre d'une organisation de finance informelle et être disponible pour répondre au questionnaire, que ce soit en présentiel ou en ligne. Les individus ne remplissant pas ces critères ont été exclus, garantissant ainsi la pertinence et la représentativité des répondants pour l'objectif de l'étude.

L'échantillonnage adopté est de type accidentel ; ce qui signifie que l'échantillon est constitué des membres présents et accessibles au moment de l'enquête. Cette méthode permet de collecter les données de manière rapide et efficace, sans nécessiter un tirage strictement aléatoire. La taille de l'échantillon a été déterminée à l'aide de la formule classique de calcul appliquée à l'estimation d'une proportion dans une population large, telle que proposée par Cochran (1977), à savoir : $n_0 = Z^2 p (1-p) / e^2$ où n_0 représente la taille initiale de l'échantillon, Z la valeur critique associée au niveau de confiance, p la proportion estimée dans la population, et e la marge d'erreur. En retenant une proportion estimée de 50 % ($p = 0,5$), correspondant au cas le plus conservateur lorsque la proportion réelle est inconnue, un niveau de confiance de 95 % ($Z = 1,96$) et une marge d'erreur de 5 % ($e = 0,05$), la taille initiale calculée est de 384,16, soit environ 385 participants. Toutefois, afin de tenir compte d'un taux de réponse anticipé de 70 %, un ajustement a été effectué selon la formule $n = \frac{n_0}{t}$, où t représente le taux de réponse attendu, ce qui conduit à une taille finale de 550 participants. Cette procédure méthodologique est conforme aux recommandations en matière d'échantillonnage probabiliste formulées notamment par Statistique Canada (2010).

En outre, Une pré-enquête a été réalisée auprès d'un échantillon pilote afin de tester la compréhension du questionnaire. Cette étape a permis d'ajuster certaines questions avant l'enquête principale. Les enquêteurs ont été formés pour assurer la qualité de la collecte des données. L'enquête a combiné plusieurs méthodes de collecte, notamment les entretiens directs, les observations de terrain et les discussions avec certains participants aux structures financières informelles. Deux types de données ont été mobilisés : les données primaires issues de l'enquête et les données secondaires provenant de la littérature existante.

Les variables de l'étude ont été regroupées en plusieurs catégories, notamment : les caractéristiques sociodémographiques, les variables liées au secteur financier informel (épargne, crédit, participation), l'accès aux services essentiels, ainsi que les facteurs économiques. La significativité des variables a été évaluée sur base d'un seuil de 5 %.

La variable dépendante « conditions de vie des membres » a été construite comme un indicateur composite à partir de plusieurs dimensions, notamment : l'accès à l'alimentation, à la santé, à l'éducation, le type de logement, les sources d'énergie, l'accès à l'eau potable et les conditions sanitaires. Pour ce faire, une Analyse en Correspondances

principale(ACP) a été utilisée afin de réduire l'information et de construire un indice synthétique.

Les scores issus de cette analyse ont été utilisés pour classer les membres en différentes catégories de conditions de vie. Cet indice permet d'évaluer la probabilité d'amélioration des conditions de vie en fonction des variables explicatives.

Enfin, l'analyse économétrique a été réalisée à l'aide d'un modèle Logit permettant d'estimer l'effet des variables explicatives sur la probabilité d'amélioration des conditions de vie des membres.

Par ailleurs, la Ville de Goma, située dans l'Est de la République Démocratique du Congo, constitue le milieu d'étude de cette recherche portant sur la contribution du système financier informel à l'amélioration des conditions socio-économiques des membres. Chef-lieu de la Province du Nord-Kivu, Goma se caractérise par une forte croissance démographique, une urbanisation rapide et un contexte socio-économique marqué par l'instabilité, le chômage et la prédominance du secteur informel. Dans ce cadre, les mécanismes de finance informelle tels que les tontines, les prêteurs locaux, les usuriers et d'autres formes d'associations d'épargne communautaire occupent une place importante dans la vie économique et sociale des ménages.

L'étude s'inscrit ainsi dans un environnement urbain où l'accès aux services financiers formels demeure limité pour une grande partie de la population ; ce qui favorise le développement de pratiques financières alternatives basées sur la solidarité, la confiance et la proximité sociale. Une attention particulière a été accordée à la diversité des Communes et Quartiers de la Ville afin d'assurer une représentativité adéquate des membres des organisations de la finance informelle sélectionnés pour l'enquête.

➤ ***Approche relationnelle entre le secteur financier informel et les conditions socio-économiques des ménages***

Pour comprendre la relation entre le secteur financier informel et les conditions socio-économiques des ménages, il est essentiel de définir ce que recouvre la finance informelle. Celle-ci désigne l'ensemble des mécanismes d'épargne, de crédit et de transfert de fonds qui s'opèrent en dehors du cadre réglementaire officiel, mais qui reposent sur des règles sociales bien établies. Elle englobe notamment les tontines, les usuriers, les prêts entre particuliers ainsi que les systèmes de solidarité financière. Ces mécanismes jouent un rôle

fondamental dans l'inclusion financière des populations exclues du système bancaire formel (Aryeetey, 2008).

Dans la pratique, la finance informelle fonctionne principalement sur la base de la confiance, de la proximité sociale et de la réputation. Contrairement aux institutions financières formelles, elle n'exige généralement pas de garanties matérielles, ce qui facilite l'accès des ménages à faibles revenus. Cette flexibilité permet aux membres de mobiliser rapidement des ressources pour faire face aux besoins quotidiens, aux urgences ou pour financer des activités génératrices de revenus. De ce point de vue, elle constitue un instrument important d'adaptation économique et de résilience (Bouman, 1995 ; Ellis, 2000).

Cependant, cette accessibilité s'accompagne de certaines limites. L'absence de cadre réglementaire expose les utilisateurs à des risques, notamment la perte d'épargne, les conflits entre membres ou encore les taux d'intérêt élevés pratiqués par certains prêteurs. De plus, le manque de transparence et de mécanismes de contrôle peut fragiliser la pérennité de ces systèmes. Ainsi, bien que la finance informelle contribue à l'inclusion financière, elle peut également accentuer la vulnérabilité économique des ménages (Beck et al., 2007).

L'analyse de cette relation repose sur trois dimensions principales. D'abord, l'accès au crédit informel permet aux ménages de financer des activités économiques et d'améliorer leurs revenus. Ensuite, l'épargne informelle favorise l'accumulation progressive de ressources, ce qui renforce la sécurité financière. Enfin, l'appartenance à des réseaux financiers communautaires facilite la solidarité et l'échange d'informations économiques, contribuant ainsi à améliorer les opportunités des membres (Sarma, 2008 ; Pearce, 2011).

➤ ***Ménages et conditions socio-économiques en République Démocratique du Congo***

La notion de ménage constitue une unité d'analyse centrale. Un ménage est défini comme un ensemble de personnes vivant sous un même toit et partageant des ressources communes. Il représente une unité économique dont les décisions en matière de consommation, d'épargne et d'investissement influencent directement le niveau de bien-être. Les ressources des ménages proviennent principalement du travail, des activités indépendantes, des transferts sociaux et des mécanismes de solidarité, y compris la finance informelle (Nations Unies, 1999 ; SCN, 1993).

En République Démocratique du Congo, les conditions de vie des ménages restent marquées par une forte précarité, caractérisée par la faiblesse des revenus et l'accès limité aux services sociaux de base. Dans une ville comme Goma, ces contraintes sont accentuées par l'instabilité économique, la croissance urbaine rapide et les effets des conflits. Les ménages sont ainsi contraints de développer des stratégies alternatives pour assurer leur survie économique.

Dans ce contexte, le secteur financier informel occupe une place centrale. Il permet aux ménages d'accéder à des ressources financières sans passer par les institutions formelles, souvent inaccessibles. Les tontines et les groupes d'épargne communautaires sont particulièrement répandus et constituent une source essentielle de financement pour les activités économiques locales.

Toutefois, malgré son importance, le secteur financier informel présente des limites structurelles. Sa capacité de financement reste limitée et il ne permet pas toujours de soutenir des investissements à grande échelle. De plus, les risques associés à son fonctionnement peuvent freiner son impact positif sur le bien-être des ménages. Cela souligne la nécessité d'une meilleure articulation entre les mécanismes informels et les politiques publiques visant à promouvoir l'inclusion financière (Demirgüç-Kunt & Klapper, 2012).

➤ ***Secteur financier informel et conditions socio-économiques des ménages à Goma***

Ainsi, le secteur financier informel apparaît-il comme un levier important d'amélioration des conditions socio-économiques des ménages à Goma, tout en présentant des défis en matière de durabilité et de sécurité financière. Cette dualité justifie l'intérêt de la présente étude, qui vise à analyser de manière approfondie les effets de ces mécanismes sur le bien-être des ménages.

III. Résultats

1. Impact du secteur financier informel sur le bien-être socio-économique des conditions socio-économiques des membres à Goma.

Ce chapitre présente les résultats empiriques de l'étude sur la contribution du système financier informel à l'amélioration des conditions socio-économiques des membres dans la ville de Goma, à partir des données collectées auprès de 550 personnes interrogées. Il analyse la structure socio-démographique de l'échantillon, la fiabilité des instruments et l'impact des mécanismes d'épargne et de crédit informels à l'aide d'outils statistiques tels que l'alpha de Cronbach, l'ACP et la régression logistique.

➤ *Caractéristiques socio-démographiques et validation des instruments*

Cette première section présente la structure sociodémographique de l'échantillon ainsi que les tests de fiabilité et de validité des instruments de collecte des données.

Tableau 1. Répartition des enquêtes selon le sexe, âge, état matrimonial et la profession

SEXE	Effectifs	Pourcentage
Masculin	325	59,1
Féminin	225	40,9
Total	550	100
Age	Effectifs	Pourcentage
De 18 à 29 ans	244	44,4
De 30 à 39 ans	177	32,2
de 40 à 49 ans	87	15,8
de 50 à 59 ans	19	3,5
plus de 60 ans	23	4,2
Total	550	100
Profession	Effectifs	Pourcentage
Sans emploi	27	4,9
Conducteur (moto taxis)	67	12,2
Activité professionnelle informelle	215	39,1
Agent de l'état	66	12,0
Commerçant	138	25,1
Autres à préciser	37	6,7
Total	550	100,0
Etat civil	Effectifs	Pourcentage
Marié	291	52,9
Célibataire	196	35,6
veuf/veuve	40	7,3

Divorcé	23	4,2
Total	550	100,0

Source : Nos estimations sur base de nos enquêtes 2025

À Goma, la dominance des jeunes (44,4 %), des mariés (52,9 %) et des actifs informels (39,1 %) explique le recours au système financier informel malgré la régulation de la Banque Centrale du Congo.

➤ **Effets du système financier informel sur les conditions socio-économiques des membres**

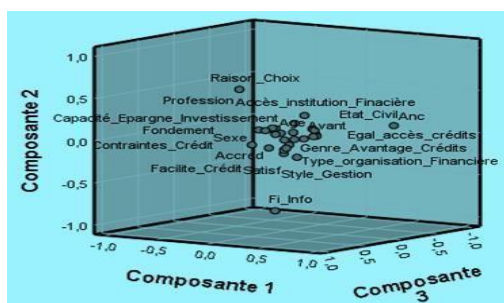
Ce chapitre présente les résultats empiriques de l'étude sur les effets du secteur financier informel à l'amélioration des conditions socio-économiques des membres dans la ville de Goma, à partir des données collectées auprès de 550 personnes interrogées. L'analyse mobilise une approche quantitative fondée sur des outils statistiques, notamment l'alpha de Cronbach, l'analyse en composantes principales (ACP) et la régression logistique, afin d'évaluer l'impact des variables clés telles que l'épargne, le crédit, la solidarité et l'appartenance organisationnelle sur les conditions de vie des membres.

2. Modèle théorique, construction et spécification du modèle

Le modèle théorique de cette étude repose sur la théorie de l'inclusion financière, selon laquelle l'amélioration des conditions socio-économiques des membres dépend de leur accès aux services financiers, même informels. Dans ce cadre, le secteur financier informel est considéré comme un mécanisme alternatif d'inclusion permettant d'améliorer les conditions de vie des ménages à travers trois dimensions principales : économique, sociale et institutionnelle. La variable dépendante est l'amélioration des conditions socio-économiques des membres (Y), mesurée à travers l'accès aux ressources, la stabilité financière et la capacité d'investissement. Les variables indépendantes principales sont : **Épargne**(capacité d'accumulation financière des membres) **crédit** (accès et utilisation des prêts informels) **Solidarité** (entraide entre membres des structures)**Appartenance** (participation aux organisations financières informelles)**Variables de contrôle (X)**(: âge, sexe, profession, état civil. Le modèle conceptuel est formulé comme suit : $Y = f(\text{Épargne, Crédit, Solidarité, Appartenance, X})$ La spécification économétrique adoptée est un modèle logistique binaire : $P(Y = 1) =$

$$\frac{1}{1 + e^{-\beta_0 + \beta_1 \text{Épargne} + \beta_2 \text{Crédit} + \beta_3 \text{Solidarité} + \beta_4 \text{Appartenance} + \beta_5 X} + \dots} \quad \text{en outre, la}$$

construction du modèle a suivi trois étapes principales. Premièrement, une revue de la littérature a permis d'identifier les variables pertinentes liées à la micro finance informelle et à l'inclusion financière. Deuxièmement, une analyse exploratoire des données a été réalisée à travers l'Analyse en Composantes Principales (ACP), afin de réduire les variables observées et d'identifier les dimensions latentes. Troisièmement, un modèle logistique a été estimé pour tester les relations entre les variables. L'ACP a révélé trois dimensions structurelles, à savoir dimension économique (épargne, crédit, revenus), dimension sociale (solidarité, réseau, confiance) et dimension institutionnelle (organisation, information, règles internes).



➤ *Appartenance au système financier informel à Goma*

L'analyse empirique identifie, à l'aide du rapport de vraisemblance et de la régression logistique, les déterminants significatifs de l'appartenance des individus aux organisations du système financier informel à Goma, en excluant les facteurs non pertinents.

Tableau 3. Tests du rapport de vraisemblance

Variables	Khi-deux	sig
Age	36.12	0.015
Membres d'organisation	32.944	0.000
Type d'organisation	111.399	0.000
Appréciation des services	45.611	0.000
Choix de l'organisation	34.913	0.003

Source : Nos estimations sur base de nos enquêtes 2025

À Goma, l'appartenance au système financier informel est significativement déterminée par l'âge, l'adhésion et le type d'organisation, l'appréciation et le choix des services (χ^2 significatifs, $p < 0,05$). Les variables Sexe, État civil et Profession ne sont pas significatives et ont été exclues pour assurer la clarté et la pertinence du modèle.

➤ **Estimation des paramètres odds ratios**

L'estimation des paramètres met en évidence l'effet des variables sur l'appartenance des individus aux organisations du système financier informel, et les coefficients ainsi que les odds ratios identifient les facteurs déterminants de l'intégration socio-économique des membres.

Tableau 4. Effets de l'appartenance au système financier informel (Exp(B)).

Variables	Exp(B)
Age	$6,8-9,2 \times 10^{10}$
Appartenance à l'organisation	0,000046-0,000083
Type d'organisation	$1,4-1,99 \times 10^{10}$
Attachement à l'organisation	0,000
Ancienneté dans l'organisation	$3,0-3,1 \times 10^6$
Appréciation service	$2,6-4,2 \times 10^4$
Choix d'organisation	2,17-2,32

Source : Nos estimations sur base de nos enquêtes 2025

Les résultats confirment que l'intégration des membres dans le système financier informel est principalement conditionnée par des facteurs liés à l'expérience, à la perception et au type d'organisation. Les variables socio-démographiques classiques telles que le sexe, l'état civil ou la profession n'exercent pas d'effet significatif.

Tableau 5. Fiabilité explicative du modèle (Pseudo R²)

Cox et Snell 525

Nagelkerke 550

McFadden 239

Les résultats montrent que le modèle logit explique significativement l'amélioration des conditions de vie liée à l'appartenance au système financier informel (pseudo R² McFadden = 0,239 ;

Cox-Snell = 0,525 ; Nagelkerke = 0,550), confirmant la robustesse du modèle et son effet positif sur l'intégration socio-économique des membres.

3. Facilitation de l'épargne et vie socioéconomique des membres

Pour évaluer l'effet de l'épargne via les structures financières informelles sur l'amélioration des conditions socio-économiques des membres, nous utilisons le test du rapport de vraisemblance. Ce test permet de déterminer si l'inclusion de la variable épargne améliore significativement l'ajustement du modèle et contribue à expliquer l'intégration socio-économique des participants.

Tableau 6. Effet de l'épargne sur les conditions socio-économiques des membres

Effet	Critères d'ajustement du modèle	vraisemblance		
	Log de vraisemblance -2 réduit	Khi-deux	ddl	Sig.
Constante	997,704 ^a	27,130	5	,000
Sexe	977,073 ^a	6,499	5	,261
Age	981,931 ^a	11,357	5	,045
Etat civ	976,758 ^a	6,184	5	,289
Profession	979,044 ^a	8,471	5	,132
Capacité épargne investissement	et 994,837 ^a	24,263	5	,000
Rapport crédit épargne	994,784 ^a	24,210	5	,000

Source : Nos estimations via les données des enquêtes en 2025

L'épargne et le rapport crédit/épargne dans le système financier informel améliorent significativement les conditions socio-économiques des membres à Goma, tandis que le sexe, l'état civil et la profession n'ont pas d'effet notable. Ces résultats confirment le rôle clé de ce système comme mécanisme d'intégration et de sécurité économique.

Tableau n°7. Effets de l'épargne, du crédit et de la solidarité sur la capacité financière et la facilitation de l'épargne

Variables	Épargne	Crédit	Solidarité	Capacité financière	Faciliter l'épargne
Constante	8,25×10 ¹¹	5,12×10 ¹¹	9,93×10 ¹¹	8,34×10 ¹¹	5,83×10 ¹¹
Sexe	3,85×10 ¹¹	4,64×10 ¹¹	3,98×10 ¹¹	4,38×10 ¹¹	5,52×10 ¹¹
Âge	0,00000514	0,00000563	0,00000651	0,00002357	0,00002655
État civil	1,29×10 ⁵	9,98×10 ⁴	1,99×10 ⁵	2,00×10 ⁵	2,20×10 ⁵
Profession	0,645	0,617	0,830	0,664	0,794

Source : Nos estimations sur base des enquêtes en 2025

L'épargne et le crédit dans le système financier informel améliorent concrètement la capacité financière et facilitent l'épargne des membres, tandis que le sexe, l'âge, l'état civil et la profession ont un effet plus modéré. La solidarité contribue également, mais de manière moins marquée.

Tableau 8. Fiabilité explicative du modèle (Pseudo R²)

Cox et Snell	,242
Nagelkerke	,253
McFadden	,089

Les coefficients de détermination montrent que le modèle explique entre 24 et 25 % de la variation des comportements financiers des membres du système financier informel à Goma. Malgré son fonctionnement en dehors du cadre légal et les restrictions des autorités et institutions financières, le système contribue de manière significative à l'intégration socio-économique des membres, notamment par l'épargne et l'accès au crédit, tout en laissant entendre que d'autres facteurs non inclus influencent également ces conditions.

4. Facilitation du crédit et amélioration des conditions de vie des membres

➤ Test du rapport de vraisemblances

Les tests de vraisemblance nous sont utiles car ils permettent de savoir lesquelles des variables considérées contribuent significativement à l'ajustement du modèle, en offrant ainsi une base solide pour identifier les facteurs influençant l'amélioration des conditions de vie des membres du système financier informel via les crédits.

Tableau n°9 : test de rapport de vraisemblance

Variables	Log de vraisemblance - 2	Khi-deux	ddl	Sig
Constante + Sexe	185,461	11,127	4	0,025
Âge	190,461	16,026	4	0,003
État civil	178,552	4,219	4	0,377
Profession	188,062	13,729	4	0,008
Accès au crédit	183,645	9,312	4	0,054
Contraintes crédit	180,780	6,446	4	0,168
Facilité d'accès au crédit	184,481	10,147	4	0,038
Genre crédit	183,766	9,433	4	0,051
Taux femmes emprunteuses	177,492	3,158	4	0,532
Remboursement	194,865	20,532	4	0,000
Taux d'intérêt informel	176,919	2,586	4	0,629
Taux crédits impayés	189,386	15,052	4	0,005
Rentabilité prêt	190,377	16,043	4	0,003
Taux rentabilité	196,877	22,543	4	0,000

Source : Nos estimations sur base des enquêtes de 2025

Les résultats montrent que certaines variables déterminent clairement l'impact du crédit sur l'amélioration des conditions de vie des membres du système financier informel. L'âge, la profession, la facilité d'accès au crédit, le remboursement et la rentabilité des prêts jouent un rôle déterminant, tandis que le sexe, l'état civil ou le taux de femmes emprunteuses ont peu d'effet. Ces résultats montrent que la façon dont les prêts sont accordés et gérés est essentielle pour renforcer la sécurité financière et le bien-être des ménages.

Tableau 10. Effet des variables sur l'épargne, le crédit, la solidarité et la facilitation de l'épargne

Variables	Exp(B) Épargne	Exp(B) Crédit	Exp(B) Solidarité	Exp(B) Faciliter l'épargne
Constance	4,376	0,418		0,778
			0,186	
Sexe	0,646	0,512	0,431	3,479
Age	0,990	0,246	0,813	0,690
Etat civil	1,742	2,105	6,223	2,378
Profession	3,847	0,253	5,932	1,709
Accès au crédit	1,635	2,962	1,642	2,290
Contrainte crédit	0,124	0,277	1,645	0,241
Facilité d'accès au crédit	0,820	0,213	3,464	
				6,467
Genre crédit	1,003		0,961	1,020
		1,058		
Taux femmes emprunteuses	$1,08 \times 10^{-9}$	0,033	0,027	≈ 0
Remboursement	1,066	1,064	1,063	1,041
Taux d'intérêt informel	0,333	0,733	0,457	1,709
Crédit impayé	17,214	11,735	2×10^{-8}	0,088
Rentabilité prêt	1,061	1,294	1,203	2,531
Taux de rentabilité	-	-	-	-

Source : Nos estimations sur base des enquêtes de 2025

L'accès, la gestion et la rentabilité du crédit déterminent fortement l'amélioration des conditions de vie des membres du système financier informel à Goma, tandis que le sexe, le genre du crédit et le taux de femmes emprunteuses ont peu d'effet.

Tableau 11. Fiabilité explicative du modèle (Pseudo R²)

Cox et Snell ,734

Nagelkerke ,768

McFadden ,427

Les pseudo R² élevés (Cox et Snell = 0,734 ; Nagelkerke = 0,768 ; McFadden = 0,427) montrent que le modèle explique largement la variation des comportements financiers. Cela confirme que les variables étudiées capturent de manière fiable les déterminants de l'intégration socio-économique des membres du système financier informel à Goma.

IV. Discussion des résultats

Dans cette section, nous discutons des résultats de l'étude en les confrontant aux hypothèses formulées, en examinant dans quelle mesure l'appartenance aux dispositifs financiers informels, les pratiques d'épargne et l'accès au crédit sont associés à l'intégration socio-économique et au niveau de bien-être des membres à Goma. L'objectif est d'évaluer si ces mécanismes contribuent à l'amélioration des conditions de vie, au renforcement de l'autonomie économique et à la mobilisation de formes de solidarité collective à travers la participation à des structures financières informelles.

1. Appartenance au secteur financier informel à Goma.

Les résultats empiriques indiquent que l'intégration socio-économique des membres est significativement associée à l'âge, à l'appartenance organisationnelle, ainsi qu'aux caractéristiques institutionnelles des structures, notamment leur type et leur fondement, de même qu'à la perception de la qualité des services offerts. Ces résultats corroborent l'hypothèse selon laquelle l'adhésion aux dispositifs financiers informels constitue un déterminant de l'amélioration des conditions socio-économiques des membres.

Par ailleurs, les individus plus âgés et disposant d'une expérience accrue, ainsi que ceux engagés dans des structures relativement mieux organisées, présentent des niveaux d'inclusion socio-économique plus élevés. En revanche, les variables socio-démographiques classiques, telles que le sexe et l'état civil, ne présentent pas d'association statistiquement significative avec la variable dépendante, ce qui suggère que les dynamiques d'intégration et de bien-être reposent davantage sur les caractéristiques organisationnelles et le degré de participation des membres.

Ces résultats s'inscrivent dans la littérature existante, notamment les travaux de Cama (2024) et de Kikulwe et al. (2014), qui mettent en évidence le rôle des mécanismes organisationnels et participatifs dans le renforcement de l'inclusion socio-économique au sein des systèmes financiers informels.

2. Épargne et amélioration du bien-être socio-économique des membres

Le test du rapport de vraisemblance met en évidence que l'âge, la capacité d'épargne et d'investissement, ainsi que le ratio crédit/épargne, sont positivement et significativement associés au niveau de bien-être des membres. Ces résultats confirment l'hypothèse selon

laquelle l'épargne constitue à la fois une finalité et un mécanisme de stabilisation financière et de gestion des risques au sein des dispositifs financiers informels.

En outre, les individus présentant une capacité plus élevée d'accumulation d'épargne et d'allocation à l'investissement affichent une probabilité accrue d'amélioration de leur bien-être individuel et de réalisation d'initiatives économiques. Cela suggère que les pratiques d'épargne jouent un rôle structurant dans la sécurisation des trajectoires économiques des membres.

Ces résultats sont en cohérence avec les travaux de Frisancho et Valdivia (2021) et de Madestam (2014), qui mettent en évidence l'importance des mécanismes d'épargne dans le renforcement de la résilience financière et des capacités économiques des individus au sein des systèmes financiers informels.

3. Accès au crédit et amélioration du bien-être socio-économiques des membres.

S'agissant de l'accès au crédit, les résultats empiriques indiquent que l'âge, la régularité du remboursement et la rentabilité des prêts sont significativement associés au niveau de bien-être des membres. L'accès au crédit informel apparaît ainsi comme un déterminant économique majeur, permettant aux individus de dépasser une logique de subsistance pour s'engager dans des activités productives et des dynamiques d'amélioration individuelle.

Par ailleurs, les variables socio-démographiques classiques, telles que le sexe et la profession, ne présentent pas d'effet statistiquement significatif, ce qui suggère que l'efficacité du crédit repose davantage sur les capacités individuelles de gestion des ressources financières et de respect des échéances de remboursement.

Ces résultats sont en cohérence avec les analyses de Armendáriz et Morduch (2010) et de Zeller et Sharma (2000), qui mettent en évidence le rôle central des mécanismes de discipline financière et de performance des investissements dans l'impact du crédit sur le bien-être des bénéficiaires.

4. Robustesse et implication des résultats.

Les pseudo R^2 obtenus (Cox et Snell = 0,525 ; Nagelkerke = 0,550 ; McFadden = 0,239) indiquent que le modèle logit explique de manière substantielle la variance des comportements financiers des membres, confirmant la pertinence des variables organisationnelles et individuelles intégrées dans l'analyse. Ces résultats renforcent l'idée

selon laquelle l'appartenance aux dispositifs financiers informels, les pratiques d'épargne et l'accès au crédit constituent des leviers essentiels du bien-être des membres. Ils mettent en évidence le rôle transformateur de ces mécanismes dans l'amélioration des conditions de vie individuelle au sein de la ville de Goma.

Conclusion

Cette étude a analysé l'impact du secteur financier informel sur les conditions socio-économiques des membres à Goma. Les résultats montrent que ce système contribue de manière significative à l'amélioration du bien-être des individus impliqués, notamment en facilitant l'accès à l'épargne, au crédit et à des mécanismes locaux de financement en dehors du système bancaire formel. Les variables ont été construites à partir des données d'enquête et des réalités observées auprès des membres des organisations financières informelles. La variable dépendante, correspondant aux conditions socio-économiques des membres, a été mesurée à travers un ensemble d'indicateurs tels que le niveau de revenu individuel, la capacité de consommation, l'investissement productif et la résilience face aux chocs économiques. Les variables explicatives ont été regroupées en trois catégories. Les variables organisationnelles concernent le type de structure, l'ancienneté dans le système et le mode de fonctionnement des associations. Les variables économiques renvoient à la capacité d'épargne, aux conditions d'accès au crédit et à la rentabilité des activités financées. Les variables sociales traduisent le niveau de participation, la solidarité entre membres et l'intensité des interactions au sein des groupes. Les résultats indiquent que l'amélioration des conditions de vie des membres est fortement liée à l'accès au crédit, à la capacité d'épargne et à leur implication active dans les structures. En revanche, les caractéristiques individuelles telles que l'âge, le sexe ou la profession n'influencent pas de manière significative les résultats observés, ce qui met en évidence le rôle central des mécanismes organisationnels et financiers internes. en outre, les résultats corroborent des études antérieures soulignant l'impact des facteurs organisationnels, économiques et sociaux sur l'intégration financière, mais l'accent, mis ici sur la qualité et la structuration des associations financières informelles, ouvre une nouvelle perspective pour le renforcement de l'inclusion socio-économique des membres.

Références bibliographiques

- Adams, D. W., & Fitchett, D. (1997). *Informal financial institutions in developing countries*. Washington, DC: World Bank.
- Altman, E. I., & Saunders, A. (1998). Credit risk measurement: Developments over the last 20 years. *Journal of Banking & Finance*.
- Armendáriz, B., & Morduch, J. (2010). *The economics of microfinance* (2nd ed.). Cambridge, MA: MIT Press.
- Aryeetey, E., Harrigan, J., & Nisanke, M. (1997). *Economic reforms in Ghana: The miracle and the mirage*. London: James Currey.
- Bantshi, E. (2022). *Mobile banking et inclusion financière en RDC*. Goma: Presses Universitaires du Nord-Kivu.
- Baudassé, T., & Montalieu, L. (2007). *Le capital social et les institutions de microfinance*. Paris: L'Harmattan.
- Bellessa, F. (2014). *Microfinance et développement local*. Paris: Éditions Lavoisier.
- Bhatt, N., & Tang, S. Y. (1998). Institutions and collective action: The case of microfinance in India. *World Development*, 26(10), 1879–1891.
- Bolkenshol, W. (1996). Informal financial systems and development: Constraints and opportunities. *Development Policy Review*, 14(3), 243–265.
- Brousseau, E., et al. (1997). *Institutions et régulation des transactions informelles*. Paris: La Découverte.
- Cama, M. (2024). Social and economic inclusion through informal financial systems. *Journal of Development Studies*, 60(2), 215–232.
- CERISE. (2003). *Inclusion financière et microfinance: Guide pratique*. Paris: CERISE.
- Coleman, J. S. (1988). Social capital in the creation of human capital. *American Journal of Sociology*, 94(S1), S95–S120.
- Ellis, F. (2000). *Rural livelihoods and diversity in developing countries*. Oxford: Oxford University Press.
- Fatou, S., et al. (2021). Social capital and resilience: Evidence from informal savings groups in Africa. *African Development Review*, 33(1), 12–28.
- Fernand, J. (1996). *Microfinance et économie informelle*. Paris: Éditions L'Harmattan.
- Frisancho, V., & Valdivia, M. (2021). Savings behavior and well-being in informal financial systems. *World Development*, 138, 105236.

- Graham, D. H., et al. (1987). *Informal credit markets in developing countries*. Baltimore, MD: Johns Hopkins University Press.
- Guerineau, S., & Jacolin, L. (2013). Finance informelle et inclusion économique en Afrique subsaharienne. *Revue d'Économie du Développement*, 65–89.
- Kazadi, P., et al. (2021). Finance informelle et résilience des ménages à Goma. *Journal of African Economies*, 30(2), 230–248.
- Kayaya, M. (2010). *Microfinance et développement local en Afrique centrale*. Kinshasa: Presses Universitaires.
- Kikulwe, E. M., Wossen, T., & Stage, J. (2014). Adoption of informal financial services and household welfare in rural Africa. *Journal of African Economies*.
- Lelart, M. (2002). *Histoire et pratiques de la finance informelle*. Paris: Economica.
- Lelart, M. (2005). *Finance informelle et capital social*. Paris: L'Harmattan.
- Luboya, A. (2010). Microfinance et autonomisation économique en RDC. *Revue Congolaise d'Économie*, .
- Luboya, A. (2019). *Micro-épargne et développement local en RDC*. Kinshasa: Éditions Universitaires.
- Madestam, A. (2014). Savings, credit, and welfare effects in informal financial networks. *Economic Development and Cultural Change*.
- Mayoukou, F. (1994). *Les réseaux financiers communautaires en Afrique*. Paris: L'Harmattan.
- Servet, J.-M. (1994). *Finance informelle et économie du développement*. Paris: La Découverte.
- Shirley, R. (1964). *Informal financial systems in Africa*. New York, NY: Institute of International Finance.
- Tshibaka, J. (2020). *Finance communautaire et résilience des ménages en RDC*. Goma: Éditions du Nord-Kivu.
- Vogel, R. C. (1984). *Informal savings and credit associations*. Washington, DC: World Bank.
- Yunus, M. (2007). *Creating a world without poverty: Social business and the future of capitalism*. New York, NY: PublicAffairs.

Zeller, M., & Sharma, M. (2000). *Many Borrow, Some Save: Participation in a Microcredit Program in Bangladesh*. Washington, DC: International Food Policy Research Institute.

